

CONVENTIONNEMENT DE L'ISLAM

Une religion comme les autres

Le financement public du culte musulman, en préparation au Luxembourg, se heurte à l'opposition de principe des anticléricaux. Les intéressés expliquent pourquoi ils souhaitent être traités à l'égal des autres communautés religieuses.



La construction d'une mosquée n'est pas pour demain.
(photo: Raymond Klein, exposition du CRACM)

(RK) - Le Luxembourg a beau être un mini-Etat, il n'a pas peur des maxi-contradictions. Il y a un peu plus de quatre ans, plusieurs familles musulmanes étaient victimes d'une opération coup de poing de la police grand-ducale, qui avait choqué par son extrême violence. Aujourd'hui, ce même Etat s'apprête à passer une convention avec la communauté musulmane. Certes, l'opération en question était dirigée contre l'Association des Musulmans du Luxembourg (AML), un groupe de pratiquant-e-s particulièrement fervent-e-s. Mais elle relevait d'une islamophobie généralisée de la société luxembourgeoise et de ses institutions à la suite notamment des attentats du 11 septembre. De toute façon, deux représentants de ce groupe étaient et sont toujours membres de la Shoura, l'organe représentatif avec lequel le ministre des cultes François Biltgen passera la convention.

Coup de poing et main tendue

"C'est une bonne chose", affirme Enrico Boaretto, président de la Shoura, interrogé par le woxx. "Cela nous permet de sortir des catacombes, au sens figuré, car la pratique religieuse a toujours été permise." Boaretto rappelle que l'islam est désormais la deuxième religion du pays - "il est normal que nous soyons traités à égalité avec les autres cultes minoritaires". Pendant des années, l'Etat a refusé aux musulmans ce qu'il accordait aux diverses églises protestantes et orthodoxes ainsi qu'à la religion juïdaïque. L'argument était l'absence d'un interlocuteur unique. "Nous avons donc créé la Shoura, l'Assemblée consultative de la communauté musulmane du Luxembourg." Cela explique la présence des deux membres de l'AML, une des quatre structures préexistantes, au sein de cette assemblée. Boaretto a demandé au ministre si cette présence posait problème. "La réponse a été que tant que ces deux personnes n'étaient pas jugées coupables,

elles bénéficiaient de la présomption d'innocence. C'est embarrassant, car quatre ans après les faits, elles n'ont été ni renvoyé devant le juge, ni bénéficié d'un non-lieu."

Le président de la Shoura estime qu'en reconnaissant la communauté musulmane, l'Etat honore aussi son attitude modérée, par exemple lors de l'affaire des caricatures. En attendant, les négociations avec le ministre des cultes ont été menées avec une certaine discrétion. Le 21 mars, François Biltgen a présenté un avant-projet de loi devant la Commission des institutions de la Chambre. Cela constitue l'aboutissement d'un dialogue sur plusieurs années lors duquel, sur demande du ministre, la Shoura avait présenté une liste de vœux. De nombreux sujets ne sont pas directement traités par la convention, tels les possibilités d'aménager des cimetières ou la réglementation de l'abattage rituel. "Nous souhaiterions aussi, un jour, construire une mosquée avec un minaret. Après tout, une religion conventionnée a le droit d'avoir un lieu de culte visible."

Or la construction d'une mosquée semble être la surface de projection de tous les fantasmes, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ainsi, dans le numéro de juin de la "Voix de la libre pensée", une violente diatribe de Gaston Hoffmann contre l'Etat clérical culmine ainsi: "Pour construire une mosquée, les Saoudiens contribueront 20 % à partir de leurs milliards de revenus pétroliers, et l'Etat les 80 % restants à partir des impôts de 'notre cher petit peuple' (citation du vicaire général)." La gauche laïque, traditionnellement anticléricale, refuse par principe tout financement public des communautés religieuses. Certain-e-s laïques considèrent l'islam comme une religion particulièrement obscurantiste. Dans tous les cas, ils et elles redoutent que les concessions faites à l'islam ne soient instrumentalisées pour maintenir la situation privilégiée de l'église catholique.

Felix Braz (Déi Gréng), membre de la Commission des institutions, insiste sur l'égalité de traitement. "Personnellement, je trouve positif que l'Etat passe une convention avec l'islam comme avec les autres grandes religions." Son parti n'a pas encore arrêté de position, mais le député plaide pour une laïcité ouverte. "Il ne faut pas qu'une religion dicte la loi. Mais pour moi la laïcité n'implique pas que l'Etat doive ignorer le phénomène religieux." Braz note que la convention inclut le financement par l'Etat d'une demi-douzaine de ministres du culte. "Des sujets comme une éventuelle mosquée ou des cours religieux restent à discuter." Si le financement public des imams ne pose aucun problème au député vert, il se prononce contre les cours de doctrine religieuse au sein de l'école. "A la place des cours catholiques, je verrais plutôt une présentation impartiale des différents phénomènes religieux."

Quelle laïcité?

Le débat sur ce qui doit être financé par l'Etat et ce qui ne doit pas l'être est également en cours en France, pays laïque par excellence. Certes, le rapport Machelon, qui proposait de lever l'interdiction faite aux collectivités publiques de contribuer à la construction de nouveaux lieux de culte, a entraîné une levée de boucliers. Cependant, le fait qu'une bonne part des mosquées sont sous contrôle de l'Arabie saoudite ou de pays du Maghreb continue de soulever des inquiétudes. L'idée que l'Etat pourrait financer le culte musulman afin de mieux le contrôler est séduisante. D'un autre côté, un tel soutien bénéficierait à des acteurs qui favorisent la communautarisation sur une base religieuse.

"Nous représentons un islam de lumière et d'ouverture." Enrico Boaretto tient autant à l'image moderne de la communauté luxembourgeoise qu'à son indépendance vis-à-vis d'Etats étrangers. "Quand l'Arabie saoudite finance une mosquée, elle impose des imams rigoristes." Il se dit ouvert au dialogue avec les autres religions, mais aussi avec les laïques. "Leurs valeurs sont fondées sur la seule raison. Pour un musulman, la raison est un don de Dieu. Donc il y a une base commune." Boaretto redoute que l'anticléricisme ne soit redirigé contre l'islam. "Ce n'est pas à cause de l'argent que nous tenons à cette convention, mais pour être reconnus. L'islam n'est pas une menace, mais une chance pour le Luxembourg. Nous transmettons à nos membres des valeurs comme l'honnêteté ou la spiritualité."

Si les valeurs qu'évoque le président de la Shoura n'ont rien de choquant, elles ne sont pas particulièrement progressistes non plus. Cela explique peut-être mieux qu'autre chose la bienveillance du CSV et du ministre des cultes.

Le pillage des forêts du Congo

"C'est maintenant que tout se joue pour les forêts tropicales de la République démocratique du Congo. Les sociétés forestières internationales y opèrent en dehors de tout contrôle", souligne Stephan Van Praet, coordinateur de la campagne "Forêts africaines" pour Greenpeace International. Les forêts du Bassin du Congo constituent le deuxième plus grand massif de forêts tropicales au monde. Ils sont d'une importance capitale en termes de biodiversité et pour la protection du climat. "Depuis 2002, plus de cent nouveaux contrats couvrant une superficie de plus de quinze millions d'hectares de forêts, ont été signés en faveur des sociétés forestières", constate Greenpeace, "et ce, en dépit d'un moratoire sur l'octroi de nouvelles allocations forestières." Même si quarante millions de personnes dépendent des forêts au Congo, très peu d'entre elles tirent des bénéfices de l'exploitation forestière: Greenpeace dispose de copies de contrats où des sociétés offrent des "cadeaux" tels que sacs de sel et bouteilles de bière pour une valeur totale de moins de cent dollars en échange de droits de coupe valant des centaines de milliers de dollars. Selon les membres des communautés autochtones, les promesses de construire des écoles ou des hôpitaux sont rarement tenues par les sociétés. Contre le cynisme dont font preuve les exploitants forestiers, Greenpeace réclame la réalisation d'un plan de zonage exhaustif et participatif et l'annulation de tous les permis forestiers attribués depuis mai 2002. Lors du sommet de printemps, Greenpeace s'attend à ce que la Banque Mondiale fasse des efforts pour contrôler l'industrie forestière au Congo.

Bon marché?

Dans une question parlementaire, le député Henri Grethen (DP) veut savoir comment évoluent actuellement les quotas de CO₂, dont une partie a été attribuée à titre gratuit par l'Etat aux établissements industriels luxembourgeois. Même si le ministre de l'environnement Lucien Lux avoue, qu'il "est à ce stade impossible de faire des prévisions précises concernant l'évolution des prix", il affirme dans sa réponse, que les prix vont augmenter: Actuellement, pour la période d'essai 2005-2007, les prix des quotas se situent aux alentours de 1,20 euros - mais pour la première période d'engagement sous le protocole de Kyoto (2008-2012), les prix se situent à près de 18 euros par tonne de CO₂.

Unabkömmliche Gegend

Auch woxx-RedakteurInnen können der Perspektive eines kurzen, aber umso schnelleren Trips nach Paris für nur 30 Euro kaum widerstehen. Doch: Je günstiger das Angebot, desto größer der Frust, wenn man merkt, dass einem billige Tickets durch die Lappen gehen. Es sind nicht nur die langen Schlangen an den CFL-Schaltern, die einen erkennen lassen, dass das TGV-Startangebot eher einer Lotterie gleichkommt. Auch im Internet wird schnell klar, dass das Buchungssystem billige Plätze nie dann vorrätig hält, wenn es einem am besten passt. Umgekehrt erlaubt das System aber nicht, herauszufinden, wann es die günstigen Verbindungen tatsächlich gibt. Also gilt: Trial and error. Möglichst viele Tage einzeln ausprobieren, immer von neuem seine Daten eingeben. So sind die zwei Stunden Zeitgewinn, die der TGV bringen soll, schnell dahin. Kein Wunder wenn dann auch noch das System zusammenbricht und unter dem Titel "unabkömmliche Gegend" erklärt: "Unsere Gegend wird regelmäßig verbessert um Ihnen die beste Dienst-Qualität zu liefern." Dann sehnt man sich zurück in jene Zeit, in der korrektes Deutsch zur Allgemeinbildung gehörte und eine "unavailable site" etwas vollkommen Unbekanntes war. Damals ging man einfach zum Schalter, um eine Fahrkarte zu lösen. Die war so preisgünstig, dass einem der Gedanke nach einem Rabatt erst gar nicht kam.